

Études internationales



MILLER, Linda B. and SMITH, Michael Joseph (dir.). *Ideas and Ideals. Essays on Politics in Honor of Stanley Hoffmann*. Boulder (Col), Westview Press, 1993, 448p.

Onnig Beylerian

Volume 25, numéro 4, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703397ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703397ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beylerian, O. (1994). Compte rendu de [MILLER, Linda B. and SMITH, Michael Joseph (dir.). *Ideas and Ideals. Essays on Politics in Honor of Stanley Hoffmann*. Boulder (Col), Westview Press, 1993, 448p.] *Études internationales*, 25(4), 831–833. <https://doi.org/10.7202/703397ar>

their command structure, the security of military personnel, and the efficient use of their equipment.» (p. 91)

Smith, dans le chapitre six, enchaîne sur le thème contesté de la neutralité des intervenants extérieurs. L'auteur estime possible une participation (*involvement*) équilibrée qui ménage les intérêts des différentes factions sur le terrain afin d'assister les populations civiles en détresse (p. 98). Voilà le dilemme des acteurs humanitaires devant les choix d'intervention ou de non-intervention ici ou là.

La troisième et dernière partie porte sur les réformes institutionnelles souhaitables, à l'échelle internationale, pour encadrer les interventions humanitaires. Les auteurs soulèvent le débat sur le meilleur centre nerveux de négociation et de gestion des affaires humanitaires. Faut-il restructurer les agences onusiennes, encourager le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à étendre son action ou encore créer une nouvelle organisation exclusivement consacrée à l'action humanitaire? Paradoxalement, Veuthey, un membre du CICR, plaide pour des réformes onusiennes au chapitre sept, alors qu'Ingram, un fonctionnaire international de longue date, plaide au chapitre neuf pour un rôle étendu du CICR. Dans les deux cas, les besoins de négociations discrètes et de coordination des intervenants extérieurs et intérieurs sont les principaux objectifs de toute réforme institutionnelle.

Cuny, au chapitre huit, émet un avis plus mitigé. Il n'envisage pas de grandes réformes institutionnelles, sauf peut-être l'expansion d'une instance intergouvernementale, l'Organisation Internationale pour les

Migrations, qui a vu son mandat s'étendre ces dernières années. Cuny insiste, par ailleurs, sur le besoin de raccourcir le temps de réaction des grandes instances gouvernementales et intergouvernementales en dépassant la paralysie de la collecte et de l'analyse, déjà bien rodées, des données de différentes crises (p. 165).

Chacune de ces trois parties est précédée d'un commentaire éditorial d'une dizaine de pages qui résume les lignes directrices des chapitres, tout en articulant, schématiquement, d'autres questions incontournables. Cette formule assure la clarté et l'uniformité de ton de cet ouvrage. Le lectorat ciblé se réjouira de cette contribution qui servira de référence.

Liisa COULOMBE

Département de science politique
Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne)

Ideas and Ideals. Essays on Politics in Honor of Stanley Hoffmann.

MILLER, Linda B. and SMITH, Michael Joseph (dir.). Boulder (Col.), Westview Press, 1993, 448p.

C'est une riche collection d'essais qui célèbre la brillante carrière et l'œuvre d'un académicien de grand calibre international. Le *Festschrift* de Hoffmann s'avère une variété de contributions écrites pour la plupart par ses anciens étudiants, dont certains détiennent des postes de responsabilité dans le gouvernement américain. Hoffmann a voulu que les contributions ne soient pas une sorte d'exégèse élaborée et insisté pour que la moitié des contributions soit consacrée à l'histoire politique et intellectuelle de la France. Ses vœux ont été

exaucés : d'une part, les contributions ne sombrent pas dans un panégyrique béat, d'autre part presque la moitié des chapitres couvrent des aspects socio-historiques les plus divers de la France. L'attachement de Hoffmann à la France y est donc rendu très évident.

La première partie concerne la personnalité de Hoffmann en tant qu'enseignant et chercheur. D'ailleurs, Hoffmann lui-même y participe avec deux chapitres autobiographiques. On retrouve également une contribution intéressante de la regrettée Judith Shklar sur l'enseignement de l'idéologie qu'elle a dispensé avec Hoffmann à l'Université Harvard. Elle souligne à merveille un trait distinctif de la politologie de Hoffmann : l'étude systématique du leadership. La deuxième partie porte sur le thème du choix politique dans un milieu international anarchique. On y remarque des chapitres de Keohane et de Nye. Le premier introduit une distinction entre la souveraineté formelle et la souveraineté « opérationnelle », laquelle expliquerait les raisons pour lesquelles les États consentent à se départir d'une partie de leur souveraineté en faveur d'avantages obtenus de la coopération internationale. Le second recourt aux raisonnements moraux et éthiques, qui rappellent ceux de Hoffmann, pour explorer les motifs de l'intervention étrangère. Un chapitre par J. Joffe trouve que les armes nucléaires auront après tout contribué à la défense de la démocratie. Un chapitre sur l'éthique de la guerre juste est examinée à la lumière, entre autres, de la guerre du Golfe. Une brève étude regarde les efforts de restauration de la paix par les deux superpuissances

entre 1945 et 1989 par le biais de trois approches complémentaires. La troisième partie discute des rapports entre les forces socio-politiques et l'État. Elle est constituée par des chapitres qui s'occupent à montrer l'apport des intervenants et des déterminants économiques dans l'élaboration des politiques internationales. La quatrième partie est essentiellement historique ; un chapitre traitant de la politique d'apaisement de Chamberlain réussit à réfuter les thèses néo-réalistes selon lesquelles les contraintes structurelles détermineraient les choix politiques des hommes d'État. On y rencontre également un chapitre sur la politique latino-américaine de Woodrow Wilson. Ici on retrouve deux chapitres sur la France : sur la politique de commémoration en France après la guerre, et sur le mouvement poujadiste mais vu en comparaison avec un mouvement actuel animé par Le Pen. Enfin, la cinquième partie porte sur des idées et des tendances nouvelles. La France ancienne et la nouvelle Europe sont considérées sous l'angle de la tension entre la défense à tout prix de la souveraineté nationale et la création de la citoyenneté européenne. Le féminisme et la politique étrangère sont traités par une auteure qui soutient que l'État demeure l'agent le plus apte à gérer les conflits mais qui rejette les valeurs du réalisme comme guide de la gouvernance. Le rapport entre le droit international et le recours à la force est considéré pour démontrer la redondance de la théorie des régimes eu égard au répertoire juridique international. Enfin, Miles Kahler présente un bilan des études internationales et conclut qu'elles ne sont plus cette spécialité américaine telle que l'entendait Hoffmann en 1977.

Il est significatif de constater que très peu de chapitres examinent la politique étrangère des États-Unis si l'on tient compte des écrits somme toute assez volumineux de Hoffmann dans ce domaine. Par ailleurs, les Relations Internationales sont abordées exclusivement du point de vue de l'approche institutionnaliste ou morale et éthique. En outre, nous nous attendions de voir dans ce *Festschrift* des analyses sur les rapports interétatiques de l'ordre international de l'après-guerre froide. Mais une chose est sûre : Hoffmann et ses collègues se rangent résolument contre le néo-réalisme ; cette bifurcation malencontreuse complique davantage la compréhension de la complexité évolutive de l'ordre international qu'elle ne l'explique avec la même intelligence que les thèses classiques du réalisme politique.

Dans ces mélanges historico-politiques, le portrait de Hoffmann ressort clairement. C'est celui du penseur réaliste faisant valoir les fondements moraux et éthiques de la politique, et se distançant inlassablement d'un réalisme insoucieux du rôle que jouent les idéaux et les croyances dans les décisions politiques, et souvent emporté par le spectacle éblouissant de la lutte pour le pouvoir.

Onnig BEYLERIAN

Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité
Université du Québec à Montréal

DROIT INTERNATIONAL

International Human Rights.

DONNELLY, Jack. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. «Dilemmas in World Politics», 1993, 222p.

L'*International Human Rights* indique d'emblée le sujet d'étude de l'auteur sur les droits de l'homme à l'échelle internationale. C'est un examen de toute la période de 1945 à nos jours sur les différentes façons dont les États et les acteurs internationaux ont perçu l'idée des droits de l'homme et sur la manière dont ils les ont appliqués. L'approche et la méthode sont à la fois historique, politique, théorique et pratique. Plusieurs documents s'ajoutent, photos, croquis, statistiques, tableaux, un appendice sur la Déclaration universelle des Droits de 1948, un glossaire des termes et une chronologie des événements importants. Autre caractéristique, tous les chapitres couvrent une multitude de thèmes et de sous-thèmes qu'il est impossible d'évoquer ici dans leur ensemble. Notre objectif se limitera donc à présenter une image aussi fidèle que possible des principales analyses contenues dans l'ouvrage.

Au chapitre 1, «Human Rights as an Issue in World Politics» (pp. 5-18), l'auteur affirme que les droits de l'homme dans les relations internationales ont été pratiquement ignorés avant 1945. Ils ne faisaient pas partie des agendas de la politique étrangère. C'est à partir du procès de Nuremberg qu'une attention réelle s'est développée avec l'institution de l'ONU et la rédaction de la Charte universelle des Droits. Ainsi de 1948 à 1993, une importante évolution s'est accomplie dans ce domaine avec la création d'un Comité international des droits de l'homme à l'ONU et la formulation de nouvelles conventions. De même, il faut noter l'émergence d'Amnistie internationale et des Organisations non gouvernementales.